

Le Conseil d'Administration de l'Université des Antilles, dans sa séance du 28 novembre 2019, sous la présidence de Monsieur le Professeur Eustase JANKY, Président de l'Université des Antilles,

Vu le livre VII du Code de l'Education,
Vu les statuts de l'Université des Antilles,

a délibéré :

Objet : Approbation des Primes de charges administratives (PCA) 2019-2020

Après s'être assuré du quorum, suite à la présentation et aux débats qui s'en sont suivis, le Président de l'Université demande aux membres du Conseil d'Administration de procéder au vote.

Il s'agit du taux maximum par groupe (Gr) proposé : pour les responsables d'établissement et de pôle (Gr1) : 5300 €, pour les responsables de structure interne n1 (Gr2) : 3975 €, pour les responsables de structure interne n2 et directeurs d'école doctorale (Gr3) : 2650 €, pour les responsables adjoints de structure interne (Gr4) : 2045 €, pour les responsables de mission temporaire (Gr5) : 1022 €.

Résultat du vote :

Membres en exercice : 30	Pour : 23
Membres présents et représentés : 23	Contre : 0
Membres n'ayant pas pris part au vote : 0	Abstention : 0

Les règles d'attribution et les montants des Primes de charges administratives attribuées à certains personnels de l'enseignement supérieur (voir annexe) sont approuvés à l'unanimité des membres du Conseil d'Administration.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Pointe à Pitre, le 29 novembre 2019

Le Président de l'Université des Antilles

Pr Eustase JANKY



PRIME POUR CHARGE ADMINISTRATIVE (PCA)

Code de l'éducation, notamment son article L.954-1 ;

Décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et des maîtres de conférences ;

Décret n°90-50 du 12 janvier 1990 instituant une prime d'administration et une prime de charges administratives attribuées à certains personnels de l'enseignement supérieur modifié par décret n°2015-1144 du 15 septembre 2015 ;

Avis favorable du Conseil d'Administration du 28 Novembre 2019 fixant la liste des fonctions et des montants maximums pour 2019-2020 ;

Le décret n°90-50 du 12 janvier 1990 instituant une prime d'administration et une prime de charges administratives attribuées à certains personnels de l'enseignement supérieur (modifié par décret n°2015-1144 du 15 septembre 2015) précise :

PRINCIPE	Bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignant-chercheur titulaires et personnels assimilés ; - Enseignant et hospitaliers titulaires ; - Enseignant affectés dans les EPSCP, 	Art.2
	Motif	<ul style="list-style-type: none"> - Responsabilité administrative - Responsabilité d'une mission définie par l'établissement, dont la durée > 1 an ; 	Art.2
	Cadre :	<p>1. Conseil d'administration rend un avis :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. sur la liste des fonctions pouvant ouvrir droit au bénéfice de la PCA b. sur les taux maximum d'attribution de cette prime c. sur les règles de conversion de la PCA en décharge 	Art.3
		<p>2. Conseil d'administration restreint (selon la règle du rang au moins égal) rend un avis :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. sur les décisions individuelles d'attribution de la PCA ; b. sur les montants. 	Art.5 Art.4
		<ul style="list-style-type: none"> - les directeurs d'UFR bénéficiant d'une décharge de service statutaire, peuvent convertir leur PCA en décharge dans la limite d'un ensemble maximal au 2/3 de leurs obligations (128 hetd pour Ens-Cher) ; - Transmission des décisions du président au Recteur, 	Art.5 Art.6
Dispositions particulières :			

Trois dispositifs permettent de couvrir la reconnaissance des activités administratives au travers notamment du service d'enseignement des enseignants-chercheurs :

1. la **décharge de service** (art.7 du *Décret 84-431* modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs ;
2. la **prime** (*Décret n°90-50* modifié instituant une prime d'administration (PA) et une prime de charges administratives (PCA) , cette dernière étant convertible en décharge;
3. le **référentiel d'équivalence horaire** (*arrêté MENESR du 31 juillet 2009* – délibération du CA en date du 11/07/11, modifié par CAc du 25/09/15).

A travers ces trois dispositifs, il existe une possibilité de superposition entre les activités susceptibles d'être concernées par le référentiel et celles qui peuvent donner lieu à attribution de différentes primes ou décharges de services aux enseignants-chercheurs.

Règles d'attribution de la PCA et de non cumul :

- Décharge + PCA - mais PAS d'HC ni de référentiel
- Référentiel (64h max) + HC - mais INELIGIBLE à la PCA (liée à une même activité)
- PCA + HC - mais INELIGIBLE à la décharge ou au référentiel

DELIBERATION

Il est demandé au conseil d'administration de se prononcer sur ces propositions.

		Taux maximum 2019-2020
Groupes	Fonctions éligibles à la PCA	
Groupe 1 : Responsabilité d'Etablissement et de pôle	Vice-Président du conseil d'administration	5 300,00 €
	Directeur de cabinet	
	Vice-Président de pôle	
	Vice-Président CFVU	
	Vice-Président CR	
Groupe 2 : Responsable thématique ou de structure interne de niveau 1	Vice-président délégué	3 975,00 €
	Directeur de composante	
Groupe 3 : Responsable thématique ou de structure interne de niveau 2 Directeurs d'Ecole doctorale	Directeur de service commun	2 650,00 €
Groupe 4 : Responsable adjointe ou chef de département de structure interne de niveau 1	Directeur adjoint de composante	2045,00 €
Groupe 5 : Responsable d'une mission temporaire (>1an)	Chargé de mission du président	1 022,00 €